

Quels leviers pour favoriser l'innovation sociale ?

Francesca Petrella, Nadine Richez-Battesti, Ariel Mendez

▶ **To cite this version:**

Francesca Petrella, Nadine Richez-Battesti, Ariel Mendez. Quels leviers pour favoriser l'innovation sociale ? : Bilan et enseignements des actions de l'Université d'Aix-Marseille dans le cadre du projet Interreg Med +Resilient (2018-2022). Aix-Marseille Université; Laboratoire d'économie et de Sociologie du travail (LEST). 2023, pp.26. halshs-03945664

HAL Id: halshs-03945664
https://shs.hal.science/halshs-03945664

Submitted on 18 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Aix*Marseille université
Socialement engagée

LEST
Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail



Quels leviers pour favoriser l'innovation sociale ?

© Cité de l'agri

Bilan et enseignements des actions AMU 2018-2022
dans le cadre du projet

Interreg
Mediterranean
+RESILIENT

Agir “en communs” pour l’innovation sociale dans les territoires

Comment développer les stratégies d’innovation sociale à l’échelle d’un territoire en associant des parties prenantes diversifiées : acteurs entrepreneuriaux du secteur privé à but lucratif ou de l’Économie sociale et solidaire (ESS), acteurs publics, acteurs de la société civile (habitants, usagers). Comment favoriser leur changement d’échelle et leur transmission sur d’autres territoires, selon quels processus et quelles finalités ? Comment construire, mobiliser et partager des données ouvertes et renforcer les compétences numériques susceptibles de venir soutenir ces stratégies d’innovation, leur ancrage dans les territoires et leurs effets d’entraînement ? Quels sont les leviers et les points de vigilance pour soutenir les dynamiques d’innovation sociale dans les territoires ? Telles sont les questions qui ont été placées au cœur du projet +Resilient, soutenu pendant 4 ans dans le cadre du programme européen Interreg Med.

Cette note présente les principales actions et conclusions du projet +Resilient à partir de la contribution d’Aix-Marseille Université (AMU), et plus particulièrement celle du Laboratoire d’économie et de sociologie du travail (LEST CNRS). La participation d’un centre de recherche de l’université à un tel projet témoigne de la volonté de renforcer les liens entre la recherche et la société afin de la rendre “socialement utile”, de mettre la “science” au service des défis sociétaux pour contribuer, chacun à son échelle, avec son expérience et ses compétences, aux transitions multiples (écologiques, sociales, économiques, numériques, etc.).
C’est une démarche volontaire, encouragée par le LEST et par AMU, dans laquelle nous nous sommes investies au travers de ce projet +Resilient, avec la collaboration active de la Région, du service prospective de la ville de Marseille et de l’association Urban Prod. L’expérience fut évidemment enrichissante et confirme l’intérêt de développer des dynamiques de soutien à l’innovation sociale impliquant une diversité d’acteurs, dont l’université.
Elle rappelle également l’utilité des recherches-actions menées avec une diversité de partenaires, de points de vue et d’expertises ; c’est ce croisement de différents types de savoirs, de méthodologies et d’outils que nous avons essayé, au sein de forums hybrides, de stimuler et de co-construire avec nos différents partenaires.

Pour conclure, nous souhaitons insister sur l’intérêt et la force de ces projets de coopération à l’échelle internationale, et du voisinage méditerranéen en particulier. Lorsqu’il s’agit de l’ESS ou de l’innovation sociale, fortement ancrées dans les territoires et dépendantes des contextes institutionnels et économiques, croiser les regards et les expériences des acteurs de différentes régions méditerranéennes est source d’inspiration et permet de renforcer les coopérations entre acteurs. Ainsi, la notion de “benchlearning”, terme-clé de la méthodologie du projet +Resilient qui nous paraissait au départ très sibyllin et faisant partie du “jargon européen”, a pris tout son sens durant le projet. Nous avons en effet combiné “benchmarking” et “learning” en vue de produire des résultats pour soutenir l’innovation sociale à l’échelle européenne. En ce sens, +Resilient a complètement atteint ses objectifs, en dépit de l’irruption de la pandémie de Covid au milieu des débats. Nous espérons, qu’à votre tour, vous trouverez matière à réflexion et inspiration dans les sujets explorés par ce projet.


Francesca Petrella


Nadine Richez-Battesti


Ariel Mendez

Lead Partner































SOMMAIRE

Introduction
Agir «en communs» pour l'innovation sociale sur nos territoires p 3

Le projet +Resilient
- Les hypothèses et le périmètre du projet p 6
- Les partenaires p 9

Les missions et les livrables spécifiques de AMU
- Une fonction ressource sur la méthodologie et l'évaluation p 12
- Une visite de terrain à La Friche et The Camp p 12
- Une action pilote autour de la cartographie de l'offre alimentaire à Marseille p 13
- L'animation de temps de formation et de réflexion collective p 14
- Des recommandations concrètes auprès des acteurs publics p 15

Quels enseignements ? 5 leviers pour favoriser l'innovation sociale dans les territoires
- Renforcer les dynamiques de "clusters" pour favoriser l'innovation sociale p 18
- Associer les usagers pour transformer l'action publique p 18
- Cartographier, pourquoi faire ? Avec quelles données ? p 19
- Des changements d'échelle compliqués à négocier pour les acteurs de l'ESS p 19
- Renforcer les liens entre acteurs de terrain, structures publiques et recherche p 20

Vers de nouvelles collaborations ? p 21

Annexes
- Contacts & contributeurs p 22
- Présentation du LEST p 23



Le projet +Resilient

L'objectif général de +Resilient était de stimuler l'innovation sociale à travers la mise en place de partenariats d'acteurs multiples sur les territoires et la production ou l'utilisation de données ouvertes et d'outils numériques. Il s'agissait globalement d'encourager la coopération entre les autorités publiques régionales, les universités (dont Aix Marseille Université - AMU) et les centres de formation, les entreprises à but lucratif et la société civile (y compris les entreprises sociales et les organisations de l'économie sociale), en adoptant une approche à quatre hélices, pour stimuler le développement d'innovations au sein de « clusters socialement innovants ou socialement responsables ».

L'idée au travers de ce projet était de contribuer à adapter ou modifier les différents éléments structurants des politiques concernant les « clusters à forte vocation sociale et réactivité » (SVRC en anglais) en s'appuyant sur les dynamiques d'innovation prises au sens large, incluant notamment l'innovation sociale, et en intégrant les données ouvertes, comme développé ci-dessous.

Les SVRC participent à la mise en réseau et au renforcement des capacités pour atteindre une masse critique, augmenter les opportunités horizontales pour les PME et plus largement l'ensemble des organisations, la mobilité, l'employabilité et favoriser le passage à l'échelle dans la politique et les fonds de cohésion.

Il s'agit d'un projet intégré qui vise l'amélioration des politiques et des pratiques des dynamiques émergentes de l'innovation sociale, en interrogeant les dynamiques de coopération et la mobilisation ou la création de données ouvertes. Pour y arriver, ce projet propose notamment d'étudier les initiatives existantes, de les adapter et de les tester, avec l'objectif final de les capitaliser dans l'espace MED.
Dans cette perspective, le consortium a produit les résultats suivants :
- les SVRC représentent des dynamiques multi-acteurs, sources d'innovations, qui peuvent avoir un impact important au niveau régional, voire jouer un effet de levier sur d'autres territoires ou à une échelle nationale ou internationale, c'est à ce titre qu'ils peuvent être vus comme des intermédiaires vers une transition sociale et écologique ;
- les SVRC génèrent des emplois, des compétences et de la cohésion sociale ;
- les SVRC les plus dynamiques sont largement insérés dans les écosystèmes locaux, mobilisant une diversité de partenaires dont les acteurs publics ;
- les SVRC deviennent des acteurs qui peuvent être intégrés dans certaines politiques territoriales ou sectorielles, comme dans le cas de la structuration d'une filière d'alimentation durable et accessible à tous ou dans le cas d'une coordination des services de "care".

Une hypothèse majeure de ce projet portait sur la nécessaire implication d'une diversité d'acteurs (l'approche des quatre hélices) afin de favoriser le développement d'un écosystème territorialisé (la notion de clusters a été mobilisée dans ce sens) de soutien à l'innovation sociale. La deuxième hypothèse explorée dans ce projet est que les données ouvertes et les outils numériques peuvent soutenir les dynamiques d'innovation sociale.

Ces postulats venaient notamment faire écho à certaines priorités de l'UE. Comme le souligne le rapport du GECES (Groupe d'experts européens sur l'économie sociale), les clusters d'innovation sociale et écologique jouent un rôle crucial pour favoriser au niveau local l'innovation vers une transition durable. Cependant, ce rapport suggère également que l'innovation technologique, notamment dans sa dimension numérique, est rarement utilisée au sein des clusters analysés. Bien que la stratégie industrielle de l'UE, ainsi que celle de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, encouragent la transition numérique par la mise à disposition de divers outils et méthodologies, l'innovation numérique reste un problème et un défi pour les clusters d'innovation sociale.

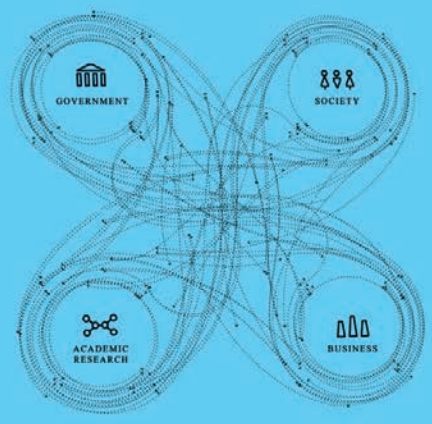
Un projet en 3 phases

L'ensemble du projet était découpé sur les 4 années en 3 phases :

Studying

La première phase avait pour but d'identifier des dynamiques de coopération entre les acteurs des différents territoires réunis dans le projet. Plusieurs visites d'études ont été ainsi organisées pour découvrir des initiatives innovantes (et inspirantes) dans différentes

Zoom sur l'approche des quatre hélices



Jusqu'au milieu des années 1990, l'innovation était vue comme un système linéaire où la recherche et le développement (souvent limité à sa version technologique) trouvaient leur prolongement naturel dans la société à la fois au niveau économique et au niveau des publics. Ces derniers étaient considérés de façon passive comme destinataires de l'innovation.
L'arrivée de nouvelles approches (à l'image des 4 hélices, modélisées par Elias Carayannis et David Campbell, ou du design thinking) a depuis transformé la vision des interactions entre les différentes parties prenantes : on cherche désormais un impact positif global en associant les différentes parties prenantes à l'innovation, de façon répétée (itérations) afin d'introduire des processus facilitant la prise en compte de la réalité des besoins et des usages des utilisateurs finaux. Le statut d'expert se voit ainsi distribué plus largement entre les acteurs et le produit de l'innovation devient plus efficace et durable.
C'est ce modèle des 4 hélices qui a été retenu comme cadre méthodologique global pour +Resilient : parce qu'il place le milieu universitaire, l'industrie, le gouvernement et la société dans des interactions dynamiques, multicouches et multidirectionnelles ; parce qu'il rappelle plus globalement le rôle du tissu social en tant qu'acteur majeur du changement et de l'innovation.

Le modèle Quadruple Helix adapté par Fraunhofer (2016), développé à l'origine par Carayannis et Campbell (2009). Copyright © 2015 Fraunhofer.

régions. Celle concernant la métropole Aix-Marseille s'est déroulée en mars 2019 et a permis de découvrir et d'interroger les projets de la Friche Belle de Mai et The Camp. Ces initiatives ont permis d'illustrer deux formes de "clusters d'innovation", impliquant une diversité d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, du secteur privé à but lucratif mais aussi des acteurs publics. Durant cette première phase, une invitation auprès d'un large groupe d'acteurs sociaux et économiques (appelés en anglais les « stakeholders ») de la Région intéressés par ces questions d'innovation sociale a été lancée. Ce groupe s'est réuni à plusieurs reprises pour identifier ces dynamiques de « cluster » sur le territoire et pour décider collectivement de l'action pilote qui serait menée.

Testing

Une deuxième phase de test a permis le développement d'une action pilote dans chaque région membre du projet, qui devait associer de multiples acteurs afin de favoriser l'innovation sociale sur leur territoire. Ces actions pilotes ont porté sur des domaines d'activité très variés : soutenir les innovations de service public, renforcer le développement des capacités de l'économie sociale, encourager l'approche sociale et professionnelle des PME, etc. Concernant AMU, le projet retenu croisait innovation sociale et données ouvertes. Il concernait la mobilisation des acteurs de terrain autour d'une carte dynamique de l'offre alimentaire dans les quartiers prioritaires de Marseille, afin de mieux identifier les «déserts alimentaires» et de développer des politiques publiques pour lutter contre ce phénomène et contribuer à accroître la justice et la sécurité alimentaires.

Transfering

Enfin, une phase de modélisation s'est organisée autour d'actions de transfert et de capitalisation sur chaque territoire. Dans le cas français, porté par l'Université d'Aix-Marseille, au sein du LEST, en partenariat avec deux services de la Région Sud (SECIP et Data Sud) et l'association Urban Prod, plusieurs actions ont été menées. Afin de capitaliser et de transférer les principaux enseignements du projet, la troisième phase a été centrée sur l'organisation d'un Living Lab (cf. ci-dessous) à destination des partenaires locaux et étrangers.

PARTENAIRES OFFICELS +RÉSILIENT



official partners

LES PARTENAIRES DU PROJET

Comme dans tous les projets européens, +Resilient reposait sur plus de 14 partenaires en charge chacun d'une ou plusieurs actions ou livrables (les Work Packages - WP). Ces actions étaient déployées sur les territoires de chaque région puis mises en commun et discutées lors des temps collectifs (partner meeting, webinars). Le projet a ainsi mobilisé plus de 35 structures partenaires réparties en trois catégories (partenaires officiels, partenaires associés et actions pilotes)

> Partenaires officiels

Région de Vénétie, Italie

Chef de file

La région de Vénétie est une entité constitutive de premier niveau (NUTS2) de la République italienne. En tant que région à statut ordinaire, elle exerce une législation concurrente avec l'État sur un certain nombre de sujets, entre autres : les relations internationales et communautaires ; commerce extérieur; l'éducation, la recherche scientifique et technologique ainsi que le soutien à l'innovation dans les secteurs productifs ; santé et alimentation; grands réseaux de transport et de navigation ; production, transport et distribution d'énergie; protection sociale complémentaire; harmonisation des comptes publics, coordination des finances publiques et de la fiscalité ; développement des ressources culturelles et environnementales.

> Chambre de commerce de Trévise et Belluno, Italie

La mission de la Chambre est de renforcer l'esprit d'entreprise et de promouvoir la coopération entre les entreprises. La Chambre accompagne plus de 94.000 PME appartenant à plusieurs secteurs industriels (tourisme, ameublement, high-tech, manufacturier, bâtiment, transformation agro-alimentaire, etc). Ses équipes travaillent plus particulièrement sur l'économie des données, l'industrie 4.0, la valorisation du tourisme et des traditions locales.

> Association nationale des municipalités italiennes ANCI, Italie

L'objectif fondamental des activités de l'ANCI est de représenter et de sauvegarder les intérêts des municipalités. Concrètement, elle participe, par l'intermédiaire de ses propres représentants, à chaque espace institutionnel où sont prises les décisions concernant les intérêts des collectivités locales. Elle fournit également des conseils aux municipalités, promeut des études et des recherches sur les questions qui affectent les municipalités et les villes métropolitaines, en cherchant à anticiper les tendances, les changements et les nouvelles situations critiques dans le secteur public. Enfin, elle facilite les initiatives visant à diffuser la connaissance des institutions, à améliorer l'éducation civique et à encourager la participation des citoyens à la vie municipale.

> Aix-Marseille Université, France

Université publique située dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le sud de la France, elle compte 78 000 étudiants, 120 unités de recherche reconnues et 18 composantes; Aix-Marseille est un pôle d'excellence international en sciences sociales et naturelles et figure parmi les meilleures universités françaises du classement de Shanghai. AMU a également créé une université européenne «CIVIS, une université civique européenne» qui se concentre sur la région méditerranéenne et africaine. Au sein d'Aix-Marseille, les enseignantes-chercheures qui ont activement participé au projet +Resilient sont membres du Laboratoire d'économie et de sociologie (LEST CNRS UMR 7317). Le projet +Resilient s'inscrit pleinement dans l'axe de travail centré sur l'analyse des "Territoires, modèles productifs et formes de régulation".

Fondation pour le partenariat et le développement de la société civile, Croatie

Organisation à but non lucratif qui encourage la coopération internationale et développe la conscience des valeurs philanthropiques et démocratiques, le tout dans une optique de développement communautaire local et d'innovation sociale de base.

> Région d'Istrie, Croatie

Unité d'autonomie régionale responsable du développement économique de la région d'Istrie et de l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants en améliorant l'éducation, la santé, le développement urbain, les transports, les infrastructures, les secteurs industriels et touristiques.

> Coordinateur régional des programmes et fonds européens de la région d'Istrie

Établissement public pour la mise en œuvre d'activités liées à la coordination et à la promotion du développement régional, la préparation et la mise en œuvre de projets cofinancés par des programmes et fonds eu-

ropéens et d'autres sources de financement. Le coordinateur régional effectue des tâches d'intérêt public et apporte une contribution majeure à l'utilisation des ressources financières disponibles des fonds européens pour un développement rapide et efficace de la région d'Istrie.

> RCDI – Réseau de développement et d'innovation, Portugal

Association à but non lucratif qui rassemble un réseau d'experts convergeant vers l'innovation, le développement durable et la cohésion territoriale. En mettant l'accent sur la coopération territoriale, la mission du RCDI est de promouvoir des initiatives et des activités pour soutenir le développement des ressources locales et l'amélioration des capacités individuelles et collectives, en encourageant la participation des citoyens et des institutions aux initiatives transnationales et ainsi contribuer au développement d'une société créative, durable et inclusive.

> Région de Macédoine orientale et Thrace (REMTH) - Fonds de développement régional, Grèce

Le REMTH est une personne morale de droit public, sa mission est de concevoir et mettre en œuvre des politiques au niveau régional, dans le respect des principes de développement durable et de cohésion sociale imposés par l'Etat grec.

Société grecque du logiciel libre libre GFOSS, Grèce

Organisation à but non lucratif fondée en 2008, 35 Universités et Centres de Recherche sont actionnaires du GFOSS. Leur principal objectif est de promouvoir l'ouverture par l'utilisation et le développement de normes ouvertes et de technologies ouvertes dans l' éducation , l'administration publique et les affaires en Grèce .

Institut Technologique d'Aragon, Espagne

Organisme public de recherche et de technologie soutenu par le gouvernement d'Aragon. Créée en 1984, sa mission est de promouvoir la recherche et l'innovation pour accroître la productivité et la compétitivité. L'Institut plaide pour le développement d'une recherche et d'une innovation orientées vers le marché, capables de trouver des solutions appropriées pour améliorer la compétitivité des entreprises, transférer les connaissances et contribuer à la croissance et à l'amélioration durable de la société.

Barcelone Activa SA SPM, Espagne

Agence de développement économique local de la Mairie de Barcelone. Son objectif est de stimuler la politique économique et le développement local pour promouvoir une amélioration de la qualité de vie des citoyens de Barcelone à travers la promotion de l'emploi, de l'entrepreneuriat et du soutien aux entreprises, répondant aux différents besoins des citoyens dans leurs quartiers. Elle le fait dans la perspective de l'économie plurielle, qui inclut les économies coopératives, sociales et solidaires. Barcelona Activa soutient également les entrepreneurs en les connectant à l'écosystème et en les aidant à se consolider en utilisant des modèles socialement responsables.

Université ouverte de Catalogne – UOC, Espagne

Elle a été fondée pour favoriser la création de sa propre offre de formation universitaire à distance. Son objectif principal est de favoriser la création et la reconnaissance de l'UOC qui privilégie la recherche sur les méthodologies et techniques appliquées à l'enseignement universitaire à distance.

Fondation pour l'amélioration des possibilités d'emploi - Slovénie

La Fondation est l'un des acteurs les plus vitaux de la région pour accroître les possibilités d'emploi des travailleurs licenciés et des chômeurs en stimulant leur réintégration sur le marché du travail. Elle stimule la création de postes de travail et diminue les taux de chômage, ce qui contribue à l'amélioration essentielle de la situation socio-économique de la région.



Partenaires associés

En plus de ces partenaires “officiels”, de nombreux acteurs locaux se sont associés au projet dans sa globalité, mais surtout autour du pilotage territorial des actions +Resilient ainsi qu’aux différents espaces de réflexion (groupe de travail, living lab, webinaires) :

- Sociedad Aragonesa de Gestion Agroambiental SLU Sarga, Espagne
- Anpala, agence nationale pour les politiques actives du travail, Italie
- Ville de San Donà di Piave, Italie
- Institut régional d’éducation et d’études coopératives Irecoop, Italie
- Ministère du développement économique et de la technologie, Slovénie
- Région Sud, France
- Cité de l’agriculture, Marseille / France
- Réseau Elisan, France
- Centre Communal d’Action Sociale de la Ville de Marseille CCAS, France
- CCDR Alentejo – Commission de développement régional et de coordination de l’Alentejo, Portugal
- Région d’Aragon, Espagne
- Région de Catalogne, Espagne
- Ministère de l’entrepreneuriat d’Albanie, Albanie

Pour découvrir en détail les partenaires du projet, cliquez ici

Les actions pilotes

Des partenaires locaux ont également rejoint le projet de façon plus ponctuelle au travers des actions pilotes qui devaient être expérimentées par chacun des partenaires. Ainsi, AMU s’est rapprochée de la Cité de l’agriculture à Marseille pour explorer les enjeux de désert alimentaire dans les quartiers nords de la ville et ainsi s’associer aux équipes pour tester, interroger ses parties prenantes avec le cadre méthodologique et réflexif développé dans le cadre de +Resilient.

Pour plus d’informations sur le projet, visitez son site ici : https://plus-resilient.interreg-med.eu/



Les domaines d'intervention et les livrables d'AMU

En plus de sa participation en tant que partenaire à tous les moments collectifs et de pilotage du projet sur ces quatre années, les équipes AMU ont pris en charge des fonctions spécifiques dans le cadre de ce projet.

Une fonction ressource transversale sur les questions d'évaluation

AMU occupait une fonction particulière au sein du consortium +Resilient puisque, outre l'action pilote qu'elle a expérimentée, comme tout membre du consortium, elle a été chargée, de façon plus transversale, d'une fonction ressource sur les enjeux d'évaluation du projet. Cette fonction s'est traduite par la mise en place d'un processus de benchlearning afin d'accompagner les différents partenaires dans l'identification des besoins de leur territoire et de l'action pilote qu'ils souhaitaient mener. Une méthodologie, commune à toutes les actions pilotes d'évaluation des actions au fil du projet, a été élaborée en amont et en aval.

Une visite de terrain en mars 2019 : entre la Friche et The Camp

La quatrième visite d'étude du projet +Resilient a été organisée par l'équipe d'AMU les 12 et 13 mars 2019. Plus de 20 représentants de 6 pays européens se sont mélangés à près de 20 professionnels ou acteurs locaux qui ont participé à l'évènement.
La première journée s'est déroulée à la Friche de la Belle de Mai. Durant la matinée, des acteurs locaux investis dans l'innovation sociale ont présenté leurs activités issues de cinq domaines différents : humanités numériques (contre l'exclusion digitale), fab-labs et makers spaces, espaces urbains occupés et gérés par les citoyens, services à la personne et incubateurs d'innovation sociale. Ces échanges ont été suivis par la visite du Jardin Levat, un ancien couvent et ses jardins qui appartiennent aujourd'hui à la Ville de Marseille et dont l'animation opérationnelle a été confiée à l'association Juxtapoz. C'est un espace qui rassemble différents groupes d'acteurs collectifs, notamment des artistes et des jardiniers, et dont les habitants du quartier de la Belle de Mai peuvent profiter.
Cette première journée s'est clôturée avec une session de « pitch » et de speed-networking entre les acteurs locaux et acteurs européens, ce qui fut une très belle occasion d'échanger sur les initiatives entreprises à travers l'Europe.





La deuxième journée de cette visite d'étude a débuté à The Camp, dans le quartier de la Duranne à Aix-en-Provence. The camp se définissait (le projet étant, en 2022, en cours de repositionnement après son rachat) comme un groupement d'entreprises investies pour soutenir les innovations technologiques dans le but de répondre aux principaux défis sociétaux pour l'avenir de la planète : l'énergie, l'alimentation et la mobilité. Cette visite a montré aux participants un autre type de cluster, largement ancré dans le secteur privé à but lucratif, et les méthodes différentes utilisées pour promouvoir le lien entre innovation sociale/sociétale et innovation technologique. La visite de The Camp a permis de poser un contexte idéal pour la session de l'après-midi qui s'est tenue dans les locaux de la Région Sud et qui était axée sur l'utilisation des données ouvertes. Plusieurs acteurs locaux ont présenté leurs structures et des initiatives qui ont su exploiter les données ouvertes à des fins d'innovation sociale.

Une action pilote autour de la cartographie de l'offre alimentaire à Marseille

Les équipes de l'AMU, comme l'ensemble des partenaires, ont mené une action pilote afin d'illustrer par l'exemple les façons dont l'économie sociale et solidaire se déploie sur les territoires : après des échanges avec les porteurs de projets locaux, le choix s'est arrêté sur l'idée de sensibiliser les acteurs publics aux enjeux de l'accès à une alimentation de qualité, particulièrement dans des quartiers populaires éloignés du centre-ville. L'opération "désert alimentaire" portée par la Cité de l'agriculture à Marseille est emblématique de cette volonté de pointer l'inégale répartition des commerces de bouche dans les différents quartiers de Marseille et leur quasi absence dans certains d'entre eux. La notion de désert alimentaire est surtout utilisée aux Etats-Unis et désigne, selon le ministère de l'agriculture, une zone dans laquelle les habitants résident à plus de 1,6 km en zone urbaine (1 mile), et de 16 km en zone rurale (10 miles) d'un commerce alimentaire. En France, cette notion n'a encore que rarement été utilisée. Elle pose notamment la question de la qualité et de la diversité de la nourriture à laquelle les habitants ont accès (notamment en ce qui concerne les fruits et les légumes frais) et celle du prix, abordable ou pas pour des habitants de quartiers en difficulté.
Si la pandémie de Covid avait contribué à révéler l'ampleur des besoins dans les quartiers défavorisés de la ville et la multiplicité des interventions de solidarité sans toujours de concertation, elle a aussi montré la difficulté d'accéder à une alimentation de qualité avec des produits frais. Comment dès lors rendre visible ces inégalités dans l'accès à une alimentation de qualité, fournir un diagnostic et contribuer à trouver des solutions ?

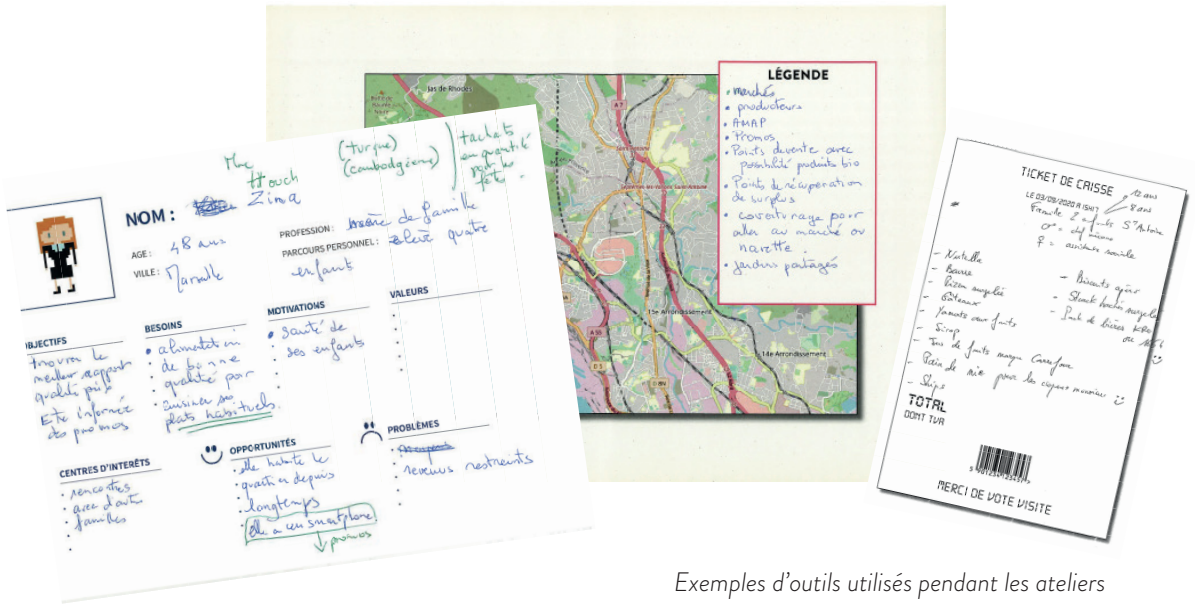
En lien avec des associations ou structures déjà mobilisées sur ces sujets (dont la Cité de l'agriculture, la Métropole, la Région), nous avons dressé le constat qu'il manquait des données pour comprendre les freins et les leviers de l'accès à l'alimentation. Dans cette perspective, nous avons choisi de contribuer à ces dynamiques territoriales en réalisant avec le concours des équipes Open data de la Région Sud un prototype d'une cartographie sur les déserts alimentaires à Marseille à partir de données ouvertes agglomérées.
Plusieurs ateliers ont été organisés avec les différentes parties prenantes (habitants, centres sociaux, relais associatifs) et ont mis en lumière une nouvelle fois les éclairages décisifs qu'apportent les bénéficiaires finaux à ces processus (sur lesquels on a souvent tendance à penser qu'on connaît bien les besoins) ainsi que les vertus de la construction collective pour dépasser les intérêts ou les projets individuels et s'inscrire dans un intérêt général coordonné, ce qui constitue un des principaux enseignements de cette expérimentation.

Un déploiement en 3 étapes

Partant du constat du manque de données pouvant "prouver" l'existence de déserts alimentaires, le choix a été de fait, pour répondre aux besoins formulés par la Cité de l'agriculture, de réaliser une cartographie collective de l'offre alimentaire dans ces quartiers, en élargissant aux autres quartiers pour pouvoir estimer jusqu'où vont ou peuvent aller (en mesurant les temps de trajet associés) les habitants de ces quartiers pour s'approvisionner. L'outil de cartographie permettait en effet de visualiser ces déserts et a été considéré par les différents acteurs comme un outil d'aide à la décision publique.

La première étape visait à compléter le réseau d'acteurs associé à la démarche : acteurs publics à différents niveaux, associations, centres sociaux, etc. Nous avons ensuite répertorié toutes les sources d'approvisionnement disponibles, qu'elles soient du quartier ou pas, commerces de proximité, produits biologiques, locaux ou grande surface. Nous avons choisi comme support Openstreetmap qui identifie et répertorie un grand nombre de points de vente. Nous y avons ajouté les adresses recueillies par la Cité de l'agriculture dans son annuaire (annuaire plantureux et tentaculaire de l'agriculture et de l'alimentation durable à Marseille,





Exemples d'outils utilisés pendant les ateliers

1ere édition, 2019), soit 333 structures recensées sur le territoire, des acteurs de proximités engagés et indépendants. Nous avons également indiqué les lignes des transports en commun pour pouvoir estimer le temps de trajet nécessaire pour atteindre les différents points de vente. Cette cartographie permet ainsi de géolocaliser les points de vente dans un rayon que nous avons estimé à 2,5 km.
Enfin, des fonctions n'ont pas pu, faute de temps, être développées comme l'idée de faire ressortir sur la carte les quartiers prioritaires de la ville (à l'aide d'un code couleur) afin de visualiser l'existence (ou pas) d'une fracture alimentaire, certains quartiers étant mieux lotis que d'autres en commerces alimentaires.

L'animation de temps de formation et de réflexion collective

Une des vertus essentielles des programmes de coopération européenne réside selon nous dans la construction de communs et l'échange de pratiques. Additionner ou juxtaposer des initiatives, fussent-elles vertueuses, ne produit au final que peu de changements collectifs (dans les modèles, les pratiques). Le cadre posé par le programme Interreg impose de fait l'idée du partage, de la documentation et de la circulation des connaissances et des expériences. AMU a eu à cœur tout au long du projet de formaliser ces notions en organisant des temps où chacun pouvait à la fois s'inspirer d'exemples concrets (partagés et déployés pour la plupart par les partenaires eux-mêmes) mais également manipuler et éprouver la boîte à outils qui s'est progressivement construite pendant 4 ans.

Parmi ces temps et ces outils, mentionnons :

- **des webinaires pour découvrir et partager des méthodes de travail**
Si le Covid a clairement impacté le déroulement du projet tel qu'il était prévu, la contrainte posée par le Covid a également été une source d'enseignements sur la capacité du collectif à démontrer que ces enjeux ne sont pas conditionnés à des formats (présentiel) ou des chemins uniques. Préparés avec son partenaire Urban Prod (familière des questions de participation citoyenne, de co-construction ou de démarches participatives), plusieurs séminaires en ligne ont eu pour objet de capitaliser sur l'expérience de chacun tout en proposant des moments concrets pour comprendre et s'approprier des outils proposés par les partenaires (personas, Social model canva, value proposition design, ludification des processus d'apprentissage). Ainsi deux webinaires ont été organisés les 15 janvier et 13 avril 2021 entre les partenaires : le premier pour évoquer les enjeux d'évaluation de projet, le travail autour des mesures d'impact ; le second pour partager les outils et modèles utilisés par les structures pour accompagner le développement des projets (logiques d'idéation, management de la créativité, participation et intelligence collective). Ce dernier webinaire a fait naître l'envie d'une boîte à outils partagés qui a pu être expérimentée dans le cadre du living lab proposé en novembre 2021.

- une journée pour questionner le modèle des PTCE nous avons également croisé nos travaux lors d'un séminaire organisé en octobre 2021 sur le développement des Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) en France et les enseignements que l'on pouvait en tirer en termes de dynamiques de changement d'échelle pour des initiatives d'innovation

sociale sur un territoire reposant, une fois encore, sur un partenariat élargi à une diversité d'acteurs.
Le séminaire s'est déroulé en deux temps. La matinée a permis de discuter de cinq travaux de recherche réalisés à partir d'angles d'analyse originaux, et portant sur des PTCE différents (voir liens et ressources en annexe). Au cours de l'après-midi, les liens entre politiques publiques et PTCE ont été explorés en croisant les regards des chercheurs et d'acteurs locaux mobilisés par les dynamiques de coopération territoriales. Les discussions ont ensuite été nourries par les interventions de représentants de la CRESS, de l'UDESS dans les Hautes-Alpes, de porteurs de projets de PTCE sur le territoire Dignois, de représentants de la Friche de la Belle de Mai. Yann Joseau, adjoint au chef du Pôle économie sociale et Solidaire et Investissement à Impact (PESSII) a clôturé ces échanges en soulignant l'intérêt de cette articulation entre PTCE et recherche.

- **un Living Lab pour construire des outils communs**
AMU a été chargée d'organiser un Living Lab (espace d'innovation partagée en direct entre toutes les parties prenantes : usagers, élus, chercheurs, etc.) centré sur des méthodologies participatives afin de modéliser, capitaliser et transférer les apports et résultats du projet. Plusieurs fois reporté à cause de la crise sanitaire, il a eu lieu du 30 novembre au 2 décembre 2021 à Aix-en-Provence dans les locaux de l'Université (Inspe et Kube). Le choix d'un Living Lab s'inscrit pleinement dans les objectifs du projet, centré sur la participation des acteurs à toutes les étapes du projet. Il a non seulement permis d'échanger de façon ludique avec plus de 45 participants sur les thématiques fortes du projet mais également d'expérimenter et d'améliorer les outils imaginés dans le cadre des webinaires du printemps.



Au-delà d'une première matinée ayant permis à chaque partenaire de présenter son action pilote, l'idée était de mobiliser les participants au travers d'ateliers autour de plusieurs thématiques :
- le changement d'échelle des projets à impact social (en explorant les différents modèles structurés par l'Avise : duplication, fertilisation, coopération diversification, fusion)
- la capitalisation et la diffusion des enseignements de +Resilient
- la construction d'une méthodologie ludique : test du jeu "Social impact booster", créé à cette occasion.
- 3 ateliers de mise en situation : mobilisation des partenaires en petit groupe d'origines diverses afin de répondre à trois défis présentés par des acteurs locaux associés à cette occasion.

Les problématiques portaient sur :
• la dynamique participative introduite par l'Union des centres sociaux 13 au coeur des quartiers et de l'économie sociale et solidaire,
• les stratégies plus entrepreneuriales du Cloître dans le secteur de l'insertion professionnelle et ses partenariats avec des grandes entreprises,
• la construction d'une politique municipale pour mobiliser des citoyens dans le cadre d'un dispositif de consultation citoyenne de la ville d'Aix-en-Provence.

Ces 3 jours de travail intenses se sont terminés par une rencontre et un débat autour des enjeux de plaidoyer et des relais de propositions issues des acteurs auprès des politiques : Denis Stokkink, président du Think and do Tank belge Pour la solidarité, Carla Rasera, directrice du pole de coopération euro-méditerranéenne à l'Avitem (Agence des villes et territoires méditerranéens durables) et Jean-Charles Lardic, responsable du service prospective de la ville de Marseille... autant de points de vue qui ont alimenté un débat passionnant.
Enfin, une visite sur la commune de Jouques dans le cadre de son expérimentation " territoire zéro chômeur de longue durée», expérimentation unique en Europe, a permis de rencontrer les acteurs du projet (équipe municipale, le directeur de l'entreprise à but d'emploi et une partie de ses salariés), de faire une visite de l'entreprise et d'en rappeler les origines et les impacts sur le territoire.

Des recommandations concrètes vers les acteurs publics

Le changement de modèles, le développement de l'innovation sociale passent forcément par l'infléchissement des politiques publiques, longtemps inspirées par des modèles économiques descendants au sein desquels l'impact social, l'environnement, les humains étaient largement sous-estimés. +Resilient entendait ne pas être "un projet européen de plus", dont les conclusions finiraient au mieux dans un tiroir de l'Agence exécutive. Afin de capitaliser sur les nombreuses propositions ou perspectives ouvertes par

Social impact booster : un outil pour accompagner la création de projets d'innovation sociale

Les expériences partagées par les partenaires lors des différentes séances de travail ont montré la diversité des pratiques, des outils ou des cadres méthodologiques. L'idée d'un outil commun faisant la synthèse de ces expertises a donc émergé, permettant à chacun, en fonction de son degré d'avancée sur ces démarches, de pouvoir accompagner les porteurs de projets dans leur parcours. La ludopédagogie (apprentissage par le jeu) est également apparue comme un ressort intéressant pour vulgariser et rendre accessibles des processus potentiellement perçus comme complexes.
Un jeu de plateau a donc été créé et testé par les partenaires pendant le living lab. Il proposait un parcours en 5 étapes (idéation, positionnement, produits et services, modèle éco, lancement) au cours desquelles des cartes "défis (challenges)" ou "outils" étaient proposées. Chacune permettait de découvrir des outils ou des méthodologies, mais également de perdre ou de gagner des points sur les trois piliers du développement durable (écologie, économie et social). A la fin de la partie, le nombre de points accumulés était échangé en autant de cartes "expériences" qui proposaient des témoignages et des conseils d'entrepreneur.se sollicité.e.s.

Ce prototype est désormais accessible en opensource (CC by SA), ainsi qu'un tutoriel vidéo facilitant sa prise en main et peut ainsi être réutilisé ou adapté par les partenaires.







les différents partenaires, une attention a été portée sur la résonance politique de nos travaux. Dans cet esprit, une série de recommandations ont été élaborées et portées à la fois à des niveaux locaux (la métropole, la région de chacun des 14 partenaires), amenant parfois à signer des engagements formels (policy commitments) avec certaines collectivités pour soutenir l'innovation sociale, la concertation citoyenne mais également à des niveaux nationaux ou européens par un travail de plaidoyer et de tribunes partagées avec des élus ou des exécutifs de chaque pays.

L'équipe d'AMU a contribué à la rédaction de ce plaidoyer ainsi qu'à sa diffusion aux différentes échelles, en soutien de la structure leader du projet. Elle a notamment participé à sa présentation au parlement européen en avril 2022.

Les actions menées dans le cadre du projet +Resilient, ont confirmé la nécessité d'impliquer de multiples parties prenantes dès le début du projet afin de co-concevoir un projet qui réponde aux besoins locaux, de mobiliser les ressources pertinentes et de lui donner la légitimité et le soutien politique nécessaires au sein de l'écosystème local ou régional.

Ce travail peut être retrouvé dans son intégralité en ligne. De façon synthétique, 4 axes principaux ont été

pointés :
- Les données ouvertes et les outils numériques doivent être conçus comme des moyens ou des vecteurs d'innovation sociale en ligne avec les priorités identifiées au niveau local, et non comme une fin du projet. Ils doivent être liés aux stratégies du projet et co-créés avec la participation d'une diversité d'acteurs. Ils impliquent la mise en œuvre d'un processus participatif impliquant, en amont, les utilisateurs (et de préférence toutes les parties prenantes concernées) dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des outils numériques pour garantir la motivation à long terme et l'adéquation aux besoins.

- Les processus participatifs et centrés sur l'utilisateur sont cruciaux et doivent être soutenus, encore plus dans le contexte de pandémie auquel nous avons dû faire face. Les acteurs locaux et régionaux ont fait preuve d'une impressionnante capacité d'adaptation et de résilience qui a été soutenue par des méthodes et des outils participatifs. En effet, la participation en ligne des citoyens doit être tutorée et accompagnée pour lutter contre la fracture numérique et assurer une large participation.

- Des compétences spécifiques doivent être acquises pour développer l'innovation sociale à l'aide de données ouvertes et d'outils numériques, non seulement des compétences spécialisées ou techniques qui sont essentielles, mais aussi des compétences non techniques telles que des compétences pédagogiques et d'animation, des méthodologies de réflexion conceptuelle pour surmonter les faibles niveaux de littératie numérique et nourrir une dynamique participative au fil du temps. Dans de nombreux cas, des programmes de formation adéquats doivent être créés.
- Les données ouvertes ne sont pas toujours disponibles, ni de bonne qualité. Produire et utiliser des données ouvertes est donc un défi et doit être pensé en relation avec l'objectif du projet et suivi à moyen et long terme (ou entretenu dans la durée ?). Faciliter l'accès aux données et développer des systèmes de gestion des données sont également des actions prioritaires. Le développement des outils numériques pose des défis similaires en termes de qualité, d'alimentation de nouvelles données, de maintenance et d'utilisation dans le temps.

Au-delà de ces thématiques, le projet +Resilient a également souligné la nécessité de réfléchir à la durabilité de l'action pilote à long terme, après la fin des ressources du programme de l'UE. La conception d'une méthode d'évaluation du projet et de son impact fait partie de ce processus de durabilité. Un partenariat et une intégration efficaces avec l'écosystème local ou régional, un soutien politique fort ainsi qu'une structure de gouvernance doivent être établis avant la fin du projet.



Les principaux enseignements : 5 leviers pour stimuler l'innovation sociale

Les différents temps forts qui ont rythmé le projet +Resilient en Région Sud/Provence-Alpes-Côte d'Azur ont chacun permis d'identifier, par l'exemple, le partage d'expériences ou l'expérimentation concrète, un certain nombre de leviers qui favorisent, dans des contextes européens pourtant bien différents, l'innovation sociale sur les territoires.

Renforcer les dynamiques de "clusters" pour favoriser l'innovation sociale

Un premier levier concerne l'importance de renforcer les dynamiques de clusters au sein de l'économie sociale et solidaire. Sur le territoire de la Région Sud, coexistent des clusters d'innovation sociale diversifiés aux parties prenantes multiples. À l'image de la Friche Belle de Mai ou The Camp, ces nouvelles expérimentations cherchent à réinventer les façons de vivre et de travailler pour faire face aux enjeux actuels en alliant développement et durabilité, business et écologie, individus et collectifs. Initiés par des acteurs différents, et soutenus par la puissance publique, ces clusters partagent l'aspiration de travailler autrement et la volonté de développer les coopérations. Si à la Friche, on vient travailler et se détendre, à The Camp, on vient avant tout se former et s'initier aux alternatives, dans un espace contemporain, en plein cœur de la nature. La Friche privilégie les champs culturels, et vise la créativité et l'inclusion. The Camp met au cœur l'innovation technologique pour promouvoir des transformations sociales.

Ces deux clusters ont néanmoins révélé les difficultés de gouvernance et d'animation de tels partenariats à parties prenantes multiples. Leurs modèles économiques restent, quel que soit leur positionnement, tributaires de l'investissement public. Ils accordent une place à une forme de recherche vivante où les hypothèses de départ peuvent se voir réinterrogées en permanence.

Associer les usagers pour transformer l'action publique

Les démarches participatives étaient au cœur du projet +Resilient : à partir d'observations de terrain,



l'idée était d'explorer et de formaliser une méthodologie collective où citoyens, habitants et usagers sont considérés comme des acteurs clés des processus de recherche et d'innovation. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire, parce qu'ils ancrent leurs projets dans des enjeux sociétaux, parce qu'ils cherchent avant tout à répondre à des besoins d'usager, de citoyens plus que de clients, ont proposé un regard nouveau aux acteurs publics comme à des entreprises plus classiques. De nombreux partenaires du projet (à l'image du budget participatif à Maribor en Slovénie, de l'incubateur social à Brindisi) ont pu démontrer la force et la qualité de ces démarches dans la conception de nouvelles réponses : dès lors que des espaces et des temps dédiés sont proposés, dès lors que ces consultations et ces démarches "centrées usager" deviennent des étapes de la construction de projets collectifs, des individus de tout âge s'en emparent et permettent réellement d'inspirer ou de donner des axes forts à l'action public ou la définition de nouveaux produits et services.

Le design de services (ou design thinking) commence à inspirer l'action publique et la vision qu'il défend sert de plus en plus à définir les espaces d'accueil et la place des familles ou des patients eux-même dans des hôpitaux ; un territoire, un quartier peuvent désormais

inventer les réponses à leurs besoins, fussent-ils hybrides, dans des tiers-lieux dont la gouvernance intègre de façon forte des groupes d'usagers. S'il s'agit d'abord d'une posture (la volonté d'associer), ces démarches, pour être efficaces et durables, doivent s'ancrer sur des méthodes, des outils pour faciliter le dialogue entre des publics aux expériences et codes bien différents. L'expertise est bien distribuée mais pour réellement produire de l'innovation sociale, il s'agit également de former les acteurs. Les canvas (BMC, social model canevas), la définition de proposition de valeur (VPD), les personas, le cadre logique ont constitué les outils et les approches qui ont été partagées au sein de +Resilient dans une logique de pair à pair : seuls quelques partenaires étaient familiers de ces méthodes et ont pu, au travers des différents temps collectifs (partner meeting, webinaires) faire la preuve par l'exemple de leur efficacité.
La pandémie de Covid nous a également forcés à adapter ces logiques de concertation dans un environnement numérique et distanciée : là encore des plateformes comme Miro, Mural ou Wooclap ont montré comment des outils maîtrisés facilitent l'éclosion de cette fameuse "intelligence collective".
Les collectivités territoriales commencent également à inscrire ces démarches dans le processus de construction des stratégies publiques : la région Sud avec le Lab des lab, la métropole avec le Laboratoire des possibles, la Ville de marseille avec un service dédié. Cette logique horizontale qui met, a priori, les avis de chaque usager sur un socle commun constitue en soi une révolution des pratiques et de la vision très descendante qui structure depuis des années l'action publique. C'est en cela qu'elle propose une innovation majeure.

Cartographier, pourquoi faire ? Avec quelles données ?

L'action pilote menée dans le cadre de ce projet par AMU et la Cité de l'Agriculture a révélé des questions importantes autour des données. Les cartographies constituent un outil central (voire un réflexe) dès lors que l'on cherche à visualiser des situations ou des problèmes. Mais au-delà de l'effet indéniable de visualisation immédiate, la structuration de ces données, leur mise à jour (et donc leur coût) constituent autant d'obstacles à leur maintien en tant que véritable service durable (pour la population comme pour les décideurs publics). Ces contraintes techniques ou financières nous ont amenés à plusieurs reprises à questionner le principe même de ce modèle : est-il le meilleur moyen d'utiliser les données existantes ? Comment obtenir des données fiables et dynamiques à la fois ? et finalement, cartographier, pourquoi faire ?

Ce travail de prototypage d'une cartographie a ainsi soulevé de nombreuses questions. Bien que des chiffres et des études existent, les obtenir et les utiliser dans une cartographie n'est pas simple. La question de l'alimentation des données et de leur actualisation au fil du temps se pose aussi. Le choix des catégories à indiquer est un véritable enjeu et mérite d'être relié aux éléments essentiels que la cartographie souhaite faire apparaître. La question du support (en accès libre ou pas, sur quel standard de documentation) et de l'hébergement de cette cartographie est également source de questionnement.

Cette réflexion sur les données, leur identification et leur accessibilité et ajustement dans le temps est donc essentielle : elle oblige à affiner les objectifs de l'action ; elle suppose de mettre en commun des informations et des données et de les combiner ; elle peut amener à construire des données spécifiques. Elle pointe l'importance de la constitution de bases de données, de leur actualisation et de leur partage et illustre l'importance de l'open data dans la construction des actions collectives. Elle impose également un véritable service public de la data, capable d'éclairer les enjeux d'intérêt collectif et ainsi libérer dans de nombreux secteurs (social, culturel, coopératif) les initiatives et les réponses. Là encore, la France est loin d'être un mauvais élève : le travail mené au niveau national par l'Agence nationale de cohésion des territoires - ANCT ou data.gouv est essentiel et vient faire écho au travail local de collectivités (comme la région SUD et son service Data Sud ou la métropole Aix Marseille) pour s'approprier des référentiels nationaux pour les prolonger et les enrichir.

Des changements d'échelle compliqués à négocier pour les acteurs de l'ESS

L'enjeu du développement et du changement d'échelle est particulièrement important pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire. Si en France des dispositifs existent pour accompagner via l'Etat, la banque des territoires, les Cress, l'Avise, France Active ou encore des fondations (à l'image de La France s'engage créée par François Hollande), la difficulté est grande de penser la dissémination de projets qui souvent se sont créés par rapport à des besoins très locaux. De nombreuses initiatives et formats existent (coopératives, franchises sociales, formes diverses de coopération). En leur sein, les PTCE constituent un dispositif emblématique que l'équipe de chercheuses d'AMU et du LEST souhaitait partager à une échelle transnationale, rendant compte des facteurs de leur développement, ainsi que des raisons de leur fragilité.

Les Pôles territoriaux de coopération économique sont en effet emblématiques en France de clusters d'innovation sociale. Reconnus par la Loi de 2014, ils ont fait l'objet d'une politique de relance publique en mai 2021.

Cette volonté d'agir en commun, en assumant la nécessité de mobiliser une diversité d'acteurs (notamment les catégories résumées dans les 4 hélices), doit être encouragée par la puissance publique car elle donne naissance, dans des laboratoires vivants (living lab) à des réponses riches et concrètes qui intègrent, de par leur conception, une logique écosystémique. Il nous semble donc primordial de faciliter leur éclosion, encourager et accélérer leur développement à des échelles urbaines comme rurales.

Renforcer les liens entre acteurs de terrain, structures publiques et recherche

La participation d'AMU au projet +Resilient a montré tout l'intérêt d'associer acteurs socio-économiques, publics et universités ou centres de recherche. Chaque type d'acteur a en effet bénéficié de ce projet à différents titres. Pour le monde de la recherche, le renforcement des liens entre acteurs et chercheurs fait partie des recommandations, notamment du centre national de la recherche scientifique, qui encourage un rapprochement entre sciences et société. Il s'agit de contribuer à une recherche qui soit socialement utile, en mettant la production scientifique au service de la prise en compte des défis sociétaux et des enjeux de transition.
Plus globalement, ce rapprochement permet aussi d'enrichir la production de connaissances à partir de la mobilisation de différents savoirs et différentes compétences, de leur mise en débat et de l'élaboration d'un langage commun afin de produire des connaissances communes. AMU, tout comme le LEST, encouragent la mise en place d'espaces de débat, de forums hybrides, d'open labs, etc. afin de favoriser la co-construction de connaissances. Pour les acteurs, et notamment les acteurs associatifs, la participation à ce genre de projet permet d'analyser ses propres pratiques, notamment par l'échange entre régions mais aussi par la mise en débat, de s'approprier de nouvelles grilles d'analyse, voire de clarifier certaines stratégies et de pouvoir mobiliser de nouveaux financements. Pour les acteurs publics, ce genre de recherche a pour objectif explicite la production de recommandations autour d'un livre blanc du projet +Resilient. Leur participation à la démarche ne peut que renforcer les impacts espérés de ce travail.
D'une façon plus pragmatique, une démarche de recherche partenariale ou participative associe aux différentes étapes du projet les différentes parties prenantes concernées. Il s'agit de co-construire les hypothèses, de débattre et de choisir collectivement les méthodes, de faire des points réguliers lors de la phase de terrain pour ensuite prévoir des temps d'échange à partir des premiers résultats avant l'élaboration d'un rapport final. Si une telle démarche semble bénéfique tant pour les chercheurs que pour les acteurs, elle demande une compréhension et une confiance mutuelles ainsi que du temps pour s'investir à chaque étape, ce qui constitue souvent un frein majeur.



Vers de nouvelles collaborations ?

D'une façon générale, les partenaires du projet ont été particulièrement satisfaits des résultats produits dans le cadre de +Resilient. Fait significatif (loin d'être évident dans des projets européens après quatre années de collaboration active), la plupart des partenaires, à l'exception d'AMU pour des raisons de temps disponible, a souhaité continuer à collaborer sur des questions d'innovation sociale en répondant au nouvel appel à projets Interreg Med.

Pour AMU et plus particulièrement pour les enseignantes-chercheures du LEST, ce projet européen aura ouvert, ou renforcé, de nouvelles pistes de collaboration avec des acteurs locaux importants : qu'il s'agisse du service de prospective de la Ville de Marseille (sur des questions concernant la cité de la transition), la Métropole d'Aix-Marseille (dans le cadre du projet alimentaire territorial) ou encore la Friche La Belle de Mai (dans le cadre de projets communs de recherche participative). Ces ouvertures se sont également étendues à l'échelle nationale ou internationale au travers de la démarche de structuration de recherches participatives sur le changement d'échelle à partir des PTCE portée par l'équipe du LEST et sur la responsabilité territoriale des entreprises. À l'échelle européenne, une collaboration avec le Think/Do Tank "Pour la Solidarité" pour le dépôt d'un projet Erasmus+ et le renforcement des recherches du LEST dans le champ des industries culturelles et créatives constituent également des bénéfices collatéraux de +Resilient.

Il aura également conduit à identifier de nouvelles perspectives de recherche, non sans lien avec la contribution de ce projet vers les transitions... Une première perspective vise à analyser sous quelles conditions les clusters d'innovation sociale pourraient jouer un rôle d'intermédiaire, voire de levier, dans les transitions sociales, économiques, écologiques, numériques, etc. Une deuxième perspective porte principalement sur la question de l'alimentation, et plus précisément de la sécurité et de la justice alimentaire, à partir d'une analyse de différents leviers pour améliorer l'accès à une alimentation durable pour tous. Une troisième perspective concerne le renforcement des travaux du LEST et d'AMU sur les industries culturelles et créatives, à partir de dynamiques d'économie sociale et solidaire et leur rôle dans les transitions. Enfin, une quatrième perspective porte sur le changement d'échelle qui, bien que déjà abordée dans ce projet, mériterait d'être approfondie.

Enfin, il conviendrait de savoir ce que les acteurs que nous avons mobilisés dans la Région Sud ont retiré de ce projet : de nouvelles idées ? de nouvelles collaborations ? la découverte d'initiatives inspirantes dans les autres régions qui participaient au projet ? Cette dimension de l'impact plus durable sur les acteurs est essentielle à nos yeux : comment les projets de coopération européenne favorisent-ils réellement le changement des pratiques, la diffusion de nouvelles méthodologies ou de modèles innovants ? Comment les décideurs publics vont-ils réellement s'emparer de ce travail pour inspirer à un niveau local des politiques de soutien à l'innovation et l'économie sociale ?

Contacts & contributions

Aix-Marseille Université

Le LEST (www.lest.cnrs.fr) :

Francesca Petrella : francesca.petrella@univ-amu.fr
Ariel Mendez : ariel.mendez@univ-amu.fr
Nadine Richez-Battesti : nadine.richez-battesti@univ-amu.fr

Pôle Projets et Réseaux Stratégiques :

Camille de Garidel Thoron, directrice du pôle : camille.DE-GARIDEL@univ-amu.fr
Marie Matsuhara : marie.MATSUHARA@univ-amu.fr

Région SUD

Service de l'Economie Circulaire et de Proximité (SECIP) :

Céline Lapperière - claperriere@maregionsud.fr
Gerhard Wolf - gwolf@maregionsud.fr

Datasud

Jean-François Garnier - jfgarnier@maregionsud.fr

Urban Prod

Cédric Claquin, directeur opérationnel - cclaquin@urbanprod.net

Ville de Marseille

Service prospective

Jean-Charles Lardic - jclardic@marseille.fr
Laurent Blanc - lblanc@marseille.fr

Remerciements

Aux équipe de l'AMU (Florence, Marie)
À nos partenaires locaux (Urban Prod, la région Sud-Paca et la ville de Marseille)
et à tous ceux et celles qui ont contribué de près ou de loin à la reussite de ce travail

Crédits photos :

Cité de l'Agriculture, AMU, Urban prod

Présentation du LEST

Le laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST, UMR 7317) est une unité mixte de recherche pluridisciplinaire, associant l'économie, la sociologie, les sciences de gestion, la géographie, le droit, la science politique et les sciences de l'éducation. Il développe un pluralisme méthodologique combinant des méthodes et des données quantitatives et qualitatives permettant de caractériser des configurations productives et d'en saisir la dynamique et le fonctionnement. Particulièrement orienté vers les comparaisons à différentes échelles, il combine approche méthodologique et conceptuelle dans le cadre de l'analyse sociétale dont il est à l'origine. Les différentes recherches menées au LEST s'articulent plus précisément autour de la question de la « recomposition des normes de travail, d'emploi et de compétences » dans le contexte d'une société de marché en pleine mutation.

Le projet INTERREG s'est inscrit plus particulièrement au sein de l'axe 3, qui porte sur « Territoires, modèles productifs et formes de régulation ». Entre transnationalisation et retour au local, les recompositions territorialisées de la gouvernance et des modèles productifs soulèvent de nombreuses questions. Les changements d'échelle tant des mobilités que de l'organisation transforment les modes de régulation installés dans le cadre de la construction des Etats-nations modernes et des Etats-providence. L'internationalisation croissante des échanges économiques et commerciaux, des circulations (migratoires, étudiantes, professionnelles) a, de fait, largement contribué à la porosité des frontières nationales et l'émergence de nouvelles localités. Les politiques de décentralisation (dans les institutions politiques comme dans l'organisation de la négociation collective) en réponse à ces mouvements contribuent tout autant à la remise en cause du cadre national comme niveau pertinent de production des règles qui encadrent les relations de travail et d'éducation. Ainsi, le double mouvement de « mondialisation » des marchés et de territorialisation des dispositifs de l'action publique invite néanmoins à centrer le regard sur les formes d'ancrage local des activités productives et éducatives. C'est au sein de cet axe que sont développées les analyses relatives à l'ESS et à l'innovation sociale.

Pour en savoir plus : http://lest.fr/fr

Ressources & bibliographie

Sites

Site web du projet : https://plus-resilient.interreg-med.eu/

Plateforme dédiée au projet : https://opensocialclusters.eu/

Vidéos

Visite de terrain - Friche Belle de mai

Living lab Aix en Provence

Tutoriel Social impact booster
Les templates de cartes sont accessibles sur cette adresse

Références sur l'innovation sociale, les clusters et les coopérations territoriales

Bourbousson, Céline. (2019) « RTO et pluralisme institutionnel. Le cas emblématique des PTCE », Revue française de gestion, vol. 283, n°6, 2019, p. 109-126.

Bourbousson Céline. (2018). La mise en dispositif de Réseaux territoriaux d'organisation, quel travail institutionnel à l'œuvre ? [Sciences de Gestion]. Aix-Marseille Université.

Bourbousson C., Richez-Battesti N., (2017), Caractériser les PTCE par l'analyse processuelle : une application en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, RECMA, n°343, pp. 57-73, Janvier.

Bourbousson C., Maisonnasse N., Richez-Battesti N., (2022), Instruments publics de clusterisation de l'ESS et pluralisme institutionnel, Revue d'Économie Régionale et Urbaine, n°1, pp. 67-87.

Defalvard, H., et Fontaine G. (2018) « Construire les PTCE comme des communs sociaux : quel rôle pour les pouvoirs publics ? », RECMA, vol. 349, no. 3, 2018, pp. 56-70

Demoustier D. (2018), « Territorial clusters of economic cooperation: a new leverage for territorial regulation? », in Xabier Itçaina and Nadine Richez-Battesti, Social and solidarity-based economy and territory: from embeddedness to co-construction, Bruxelles: Peter Lang.

Demoustier D. et Itçaina X. (2018), Faire territoire par la coopération : L'expérience du Pôle Territorial de Coopération Économique Sud Aquitaine, éditions La Librairie des territoires.

Demoustier D. et Itçaina X. (2022), « Ancrages et polarisations territoriales de l'économie sociale et solidaire. Le PTCE Sud-Aquitaine en perspective compare », Dossier les polarisations territoriales de l'ESS Revue d'Économie Régionale et Urbaine, n°1.

Filippi M. (dir.), (2022), La responsabilité territoriale des entreprises, pp. 111-146, Coll. Territoire et ESS, Ed. Le Bord de l'Eau,

Fontaine G. (2019), Les communs de capabilités : une analyse des Pôles Territoriaux de Coopération Economique à partir du croisement des approches d'Ostrom et de Sen. Economies et finances. Université Paris-Est.

Fraisse L. (2017). Mieux caractériser les PTCE face à un processus rapide d'institutionnalisation. RECMA, 343, p.21–39.

Fraisse L. (2017), «PTCE, premier panorama des démarches de R&D» - Labo de l'ESS et Institut CDC pour la recherche, https://www.lelabo-ess.org/system/files/2021-01/premier_panoramo_des_demarches_de_r_d.pdf

Gallego-Bono J-R, Chaves R., (2010), How to boost clusters and regional change through cooperative social innovation, Economic Research- Ekonomska Istraživanja, DOI: 10.1080/1331677X.2019.1696694
Itçaina X., Richez-Battesti N. (coord.), (2022), Dossier les polarisations territoriales de l'ESS Revue d'Économie Régionale et Urbaine, n°1.

Maisonnasse J., Richez-Battesti N., Petrella F, (2013), La petite fabrique de la médiation territorialisée : vers un modèle multi partie prenante ? in Revue Intervention Economique, Papers in Political Economy, 18 p. n°48. http://interventionseconomiques.revues.org/2055.

Pieri N., Diaz M., Fonsecca, Marcuello C. Tortia E. (2020), Social incubators and social innovation in cities, WP Ciriec, n°2020/17.

Prévost B. (2020), « Intermédiation territoriale et innovation sociale : des leviers face aux trajectoires de déclin ? L'exemple du Pôle Territorial de Coopération Économique de la Haute Vallée de l'Aude », Géographie, économie, société, vol. vol. 22, no. 3-4, 2020, pp. 399-429.

Richez-Battesti N., Itçaina X., (2022), ESS et RSE, Quelle légitimation par le territoire in Filippi M. (dir.) La responsabilité territoriale des entreprises, pp. 111-146, Coll. Territoire et ESS, Ed. Le Bord de l'Eau.

Richez-Battesti N., Vallade D., (2018), L'innovation sociale entrepreneuriale : un processus d'institutionalisation inachevé. Les 10 ans d'Alter'Incub, premier incubateur régional d'entreprises sociales, Economie sociale et social business, au défi d'entreprendre et se financer, Marchés et Organisations, 1/ n°31, pp. 61-80.

Richez-Battesti N., (2016), ESS, territoires et innovations sociales : de la mobilisation à l'encastrement, in Glon E., Pecqueur B., Proximités et ressources territoriales : au cœur des territoires créatifs, Chap. 4, pp. 69-78, PUR.

Richez-Battesti N., (2015), Les processus de diffusion de l'innovation sociale : des arrangements institutionnels diversifiés, Sociologie Pratique, Diffuser ou périr, les promesses de l'innovation sociale, n°31, pp. 21-30.

Richez-Battesti N, Petrella F., Vallade D., (2012), L'innovation sociale une notion aux usages pluriels : quels enjeux et défis pour l'analyse, in Innovations, pp. 15-36.

Saniossian J., Beaucourt C., Lecocq X. (2021). Le Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) : un moteur local du renouveau de l'action publique et sociétale. Observatoire ASAP. http://observatoire-asap.org/index.php/2021/05/10/le-pole-territorial-de-cooperation-economique-ptce-un-moteur-local-du-renouveau-de-lac-tion-publique-et-societale/

Saniossian J., Beaucourt C., Lecocq X. (2021). Le processus de création du Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE) : un levier de coopération et d'action sociétale sur les territoires.

Saniossian Jennifer. (2020). Le processus de création des méta-organisations multi-parties prenantes. Le cas des Pôles Territoriaux de Coopération Economique [Sciences de Gestion]. Université de Lille.

Torre A., Zimmerman J-B., (2015), Des clusters aux écosystèmes industriels locaux, Revue d'Économie industrielle, n°152, 4eme trimestre, pp.13-38

Rapports et notes

AVISE, 2021, Stratégies pour changer d'échelle, 2de édition ;

BPI, 2018, le rôle des plateformes d'innovation dans les écosystèmes régionaux ;

CRESS PACA, 2015, Guide de l'innovation sociale - Comprendre, caractériser et développer l'innovation sociale en PACA, Cahier de l'Observatoire Régional de l'Economie Sociale et Solidaire n°2, mars, en partenariat avec le LEST-CNRS Aix-Marseille Université AMU ;

European Commission, 2021, Clusters of social and ecological innovation in the European Union, perspectives and experiences,

European Commission, 2021, COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT Scenarios towards co-creation of a transition pathway for a more resilient, sustainable and digital Proximity and Social Economy industrial ecosystem SWD(2021) 982 final;

Labo de l'ESS (2020), « Relancer les PTCE. Diagnostic et propositions »,

Pour la Solidarité, 2015, Notes d'analyse, Les clusters d'innovation sociale : analyses et bonnes pratiques européennes :